

dernier les ventes au détail se sont fortement accrues, mais le gain n'a été que de 2 p. 100. Les stocks des commerces de détail sont minces par suite du resserrement de l'argent et des restrictions que les consommateurs se sont imposées l'an dernier, mais la clientèle est prête à faire des achats et les marchands s'empresment d'accroître leurs stocks. Les ventes d'automobiles et d'autres biens durables vont davantage encourager la croissance du secteur commercial qu'en 1970. Une augmentation considérable des dépenses d'équipement industriel, voilà ce qu'annonce pour l'avenir l'industrie canadienne, à commencer par celle de l'acier, indicateur-clé.

Les taux d'intérêt, tant à long qu'à court terme, sont tombés à des niveaux acceptables. Le chiffre de 10 p. 100 était indiscutablement un obstacle psychologique pour bien des utilisateurs de capitaux, surtout à long terme. On prévoit une augmentation considérable de la construction, avec le logement et les pipe-lines en tête, les taux d'intérêt moins élevés alliés à l'épargne personnelle stimulant le secteur privé, et l'appui gouvernemental énorme apporté au secteur du logement à bon marché étant maintenu, ainsi que la mise en place accélérée de réseaux de pipe-lines complémentaires pour augmenter la capacité devenue insuffisante.

Une autre importante augmentation des exportations à la suite de l'année record qu'a été 1970 pour les exportations de gaz et de pétrole sera l'un des éléments stimulants, et les prix de ces exportations augmenteront. Les perspectives de ventes de céréales se sont renversées en 1970, les stocks mondiaux de céréales étant passés de l'excédent à la pénurie. D'autres secteurs qui mènent le champ sont le nickel et le charbon.

La défaite de la renaissance protectionniste aux États-Unis, avec le rejet en 1970 de la loi mal nommée sur l'expansion du commerce extérieur avant l'élection du nouveau congrès, devrait donner aux exportateurs un regain de confiance. Il nous faut surveiller de près la Communauté économique européenne, surtout maintenant que le Royaume-Uni demande à y adhérer, mais le protectionnisme a enregistré un recul qui est, nous l'espérons, l'indice d'un renversement de tendance.

La plus grande diversité de nos marchés est aussi un signe positif. Les États-Unis restent notre débouché le plus important et de beaucoup. En 1970, ils ont absorbé 65 p. 100 de toutes les exportations canadiennes, mais ce chiffre était inférieur à celui de 1969 qui s'établissait à 71 p. 100. Par ailleurs, en 1970, nos exportations vers le Royaume-Uni, le Japon et la Communauté économique européenne ont augmenté respectivement du tiers, du quart et des deux cinquièmes sur 1969. C'est une tendance très encourageante et il ne faut pas oublier que le pourcentage à l'égard des États-Unis découle en partie de l'Accord canado-américain sur l'automobile. Néanmoins, les États-Unis resteront dans un avenir prévisible notre plus gros client et de loin. Nous pouvons nous réjouir de ce que la géographie nous place à la porte du plus grand marché mondial et à égale distance entre les deux autres marchés les plus considérables, l'Europe occidentale et le Japon.

La croissance rapide des industries de services à main-d'œuvre intensive que possèdent les Canadiens se poursuivra. La production de ces industries représente aujourd'hui 35 p. 100 du produit national brut et, d'ici 20 ans, elle en constituera les deux tiers. Les économistes nationalistes, préoccupés de la question des marchandises,

[M. Mahoney.]

oublie ce fait. L'économie du Canada est, en réalité, orientée vers le secteur des services. Les dépenses publiques à tous les échelons du gouvernement constituent un facteur positif d'expansion économique. Les dépenses fédérales accuseront, au cours de l'année financière 1971-1972, une augmentation de 7.5 p. 100 par rapport à l'année courante. Les budgets provinciaux prévoient également des dépenses accrues. Enfin, la tendance des prix continuera d'être très favorable comparée à celle de nos principaux concurrents. Le succès relatif qui a couronné les efforts du Canada dans sa lutte contre l'inflation a été remarquable, comme l'ont reconnu tous les observateurs objectifs, y compris l'OCDE et le Fonds monétaire international.

L'économie canadienne est saine. Notre dollar est solide, certains diraient même trop, mais il faut peut-être y voir davantage une critique de la solidité relative des autres monnaies que de la nôtre et, malgré l'assombrissement et le sort malheureux que connaissent certains secteurs, malgré la situation tragique très réelle dans laquelle se trouvent personnellement nos chômeurs, les Canadiens ont confiance en cette solidité. Cette confiance se traduit par un marché des valeurs soutenu, par des projets de dépenses d'investissement et par toutes les autres décisions prises aujourd'hui par les Canadiens, tant sur le plan personnel que sur celui des affaires.

J'aimerais pour terminer citer brièvement le premier paragraphe d'un article paru dans le numéro de *Business Week* du 13 février 1971:

...Le Canada se trouve dans une situation favorable; le succès de la politique anti-inflationniste d'Ottawa et l'essor des exportations ont écarté l'an dernier une récession du genre de celle que connaissent les États-Unis et ont mis l'économie canadienne en mesure de décoller en 1971.

Les Canadiens se rendent compte de la perspective très différente adoptée par ceux dont la fonction consiste à parler de l'économie, notamment les journalistes et les hommes politiques de l'opposition, et ceux dont le rôle est d'agir, le monde des affaires et le gouvernement. Cette divergence a été très nette durant tout le débat sur la situation économique. Les Canadiens sont fermement en faveur de ceux qui agissent.

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, le point principal en litige est de savoir si nous avons une économie viable, en mesure d'utiliser efficacement les ressources et les producteurs. Nous avons besoin d'un environnement et d'une structure sociale acceptables non pas une qui soit sujette aux graves bouleversements qui se sont produits au Canada depuis deux ou trois ans. Ces perturbations s'aggravent. Nous avons affaire, non pas à un chômage et à une perturbation économique qui pourraient être considérés comme temporaires, mais plutôt à un état de choses qui persiste depuis si longtemps qu'il est devenu chronique, si bien que nous acceptons un chômage chronique, et que nos discussions tournent autour du nombre de chômeurs, du pourcentage de chômage et des fractions de hausse et de baisse du chômage. Ces fractions n'ont vraiment rien à voir avec la masse des Canadiens ni avec les étudiants mentionnés expressément dans la motion à l'étude.

• (2.50 p.m.)

Un étudiant de la Saskatchewan m'écrivait l'autre jour après avoir fait une demande d'emploi au bureau régional de la Commission de la fonction publique en Alberta. Les fonctionnaires lui ont répondu qu'il lui était inutile de